

Au comité permanent des affaires des anciens combattants

Affaires des anciens combattants—Crédits 5b, 10b, 30b et 45b

M. l'Orateur: A l'ordre. Étant donné que, selon l'annonce faite au début de la séance d'aujourd'hui, le président du Conseil du Trésor (M. Chétien) a déposé le budget supplémentaire des dépenses, la Chambre a entendu de la part du président du Conseil privé (M. Sharp) la motion de renvoi de la liste qui a été distribuée détaillant les crédits renvoyés aux comités appropriés. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

M. l'Orateur: Il en est donc ainsi ordonné.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

[Traduction]

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répondra aujourd'hui aux questions n^{os} 3336, 3880, 3895, 3954 à 3959 inclusivement, 3983, 3992, 3997, 4037, 4066 à 4069 inclusivement, et 4113.

[Texte]

L'EXPULSION DE DIPLOMATES

Question n^o 3336—**M. Clark:**

Le 31 octobre 1975, combien de diplomates accrédités au Canada avaient été expulsés d'un autre pays et, dans chaque cas, a) quel est leur nom, b) le pays d'expulsion, c) la date d'expulsion, d) la raison pour laquelle ces personnes ont été accréditées comme diplomates au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): a) Le gouvernement n'a pas de renseignements indiquant qu'un diplomate accrédité au Canada le 31 octobre 1975 ait été expulsé d'un autre pays. b) Voir réponse en a). c) Voir réponse en a). d) Voir réponse en a).

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—LE CONTRAT ADJUGÉ À WOODS, GORDON AND COMPANY

Question n^o 3880—**M. Beatty:**

1. Le gouvernement a-t-il adjugé un contrat Woods, Gordon and Company, pour la mise au point d'un terminal mobile d'ordinateur et, dans l'affirmative, a) comment ce contrat a-t-il été annoncé avant son adjudication, b) quand prévoit-on l'achèvement de l'étude effectuée, c) à qui sera-t-elle communiquée, d) quand le contrat a-t-il été adjugé?

2. A-t-on reçu d'autres soumissions et, dans l'affirmative, de quel montant dans chaque cas?

3. De l'avis du gouvernement, quelle sera l'utilité de terminaux d'ordinateur pour les usagers autres que la police?

4. Quand l'étude des devis d'un terminal mobile d'ordinateur pour les voitures de police sera-t-elle terminée?

Questions au Feuilleton

5. Quand le gouvernement envisage-t-il de pourvoir les voitures de police de terminaux mobiles?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnement et Services): 1. Le gouvernement a adjugé à Woods, Gordon and Company un contrat d'environ \$50,000 qui portait sur une étude des besoins des usagers autres que la police en matière de postes de radio mobiles, et non sur la mise au point d'un terminal mobile d'ordinateur pour usagers autres que la police. a) On a envoyé les demandes de proposition à six entreprises jugées en mesure d'entreprendre l'étude. b) L'étude de Woods, Gordon devait être achevée le/ou avant le 31 décembre 1975. c) Une fois révisée et les renseignements confidentiels supprimés, l'étude ne sera pas classifiée. Après sa révision, elle sera rendue publique, sans doute au moyen d'un communiqué commercial, et elle sera disponible sur demande. d) Le marché a été adjugé le 30 juin 1975.

2. On a reçu les quatre propositions suivantes: Prince Waterhouse Associates, \$48,000; Woods, Gordon and Company, \$57,800; Kenneth Logan and Associates, \$49,770; Bell Northern Research, \$49,450. Les prix indiqués n'étaient qu'approximatifs, calculés en multipliant les taux fermes par le temps nécessaire prévu; ces prévisions n'engagent nullement les sociétés. A la suite d'une évaluation conjointe, par l'agent d'approvisionnements scientifiques du ministère des Approvisionnements et Services et par l'autorité scientifique du ministère client (ministère des Communications), la proposition de Woods, Gordon a été jugée celle qui offrait la meilleure valeur globale pour la Couronne et a négocié la diminution du prix à \$49,550.

3. Les principaux usagers identifiés comme pouvant s'intéresser à des postes de radio mobiles sont, par exemple, les services de taxis et de messagers, les camions de réparation des installations téléphoniques et gazières, les véhicules de transit et les chemins de fer. L'utilisation de postes de radio mobiles par ces débouchés constitue l'objet même de l'étude.

4 et 5. Concernent le marché de la police et n'ont pas trait à ce contrat. Il n'existe aucun renseignement à ce sujet.

HABITAT

Question n^o 3895—**M^{lle} MacDonald (Kingston et les Îles):**

1. A-t-on commandé des publications au sujet d'Habitat et, le cas échéant, a) en quoi consistent-elles, b) de quelle manière les contrats ont-ils été adjugés?

2. Combien en coûtera-t-il au gouvernement a) pour la rédaction de ces publications, b) pour leur impression et leur distribution?

3. Vers quelle date ces publications doivent-elles paraître?

4. Comment en envisage-t-on la diffusion?

M. Jean-Robert Gauthier (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Affaires urbaines): 1. Aucune publication n'a été commandée au sujet d'Habitat.

2. Sans objet.

3. Sans objet.

4. Sans objet.